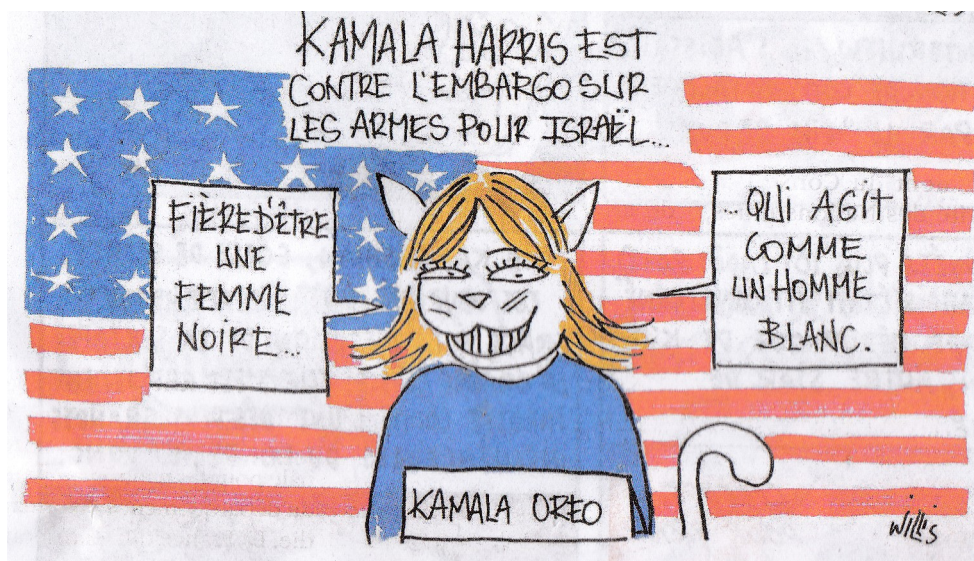


Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°36

octobre-décembre 2024

Guerres et armes



Humour de Siné mensuel

Table des matières

Commerce des armes : la future majorité wallonne ne doit pas sacrifier les droits humains.....	3
Humour de Kroll.....	4
Où a disparu le mouvement pacifiste ?.....	5
L'Union européenne accélère sa militarisation.....	7
Le premier ministre japonais n'a pas mentionné les États-Unis lors de la commémoration de la bombe nucléaire d'Hiroshima.....	13
Risque de guerre en Europe : menace réelle ou manipulation ?.....	15
SOMMET OTAN : Europe en première ligne sous commandement USA contre Russie et Chine.....	17
La face cachée de la guerre.....	18
À ceux qui ont oublié.....	19

Commerce des armes : la future majorité wallonne ne doit pas sacrifier les droits humains



Suite à la présentation le 11 juillet des priorités pour la législature 2024-2029 par les partis politiques qui formeront la prochaine majorité gouvernementale wallonne, Amnesty International fait part de ses plus vives inquiétudes concernant le recul sans précédent en matière de droits humains que pourrait enregistrer la compétence régionale du contrôle des exportations d'armes.

La Déclaration de politique régionale (DPR) annonce en effet une révision du décret de 2012 relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense, en vue « de ne plus pénaliser les industriels wallons dans leurs exportations au regard du cadre appliqué au niveau intra-belge et européen et en s'en tenant strictement à ce dernier ».

« Si ce recul devait se confirmer, nous entrerions dans une période sombre pour les droits humains, avec des conséquences qui seraient dramatiques et vécues de manière très concrète par de nombreuses personnes qui pourraient être victimes de graves violations de leurs droits commises avec des armes wallonnes », alerte François Graas, coordinateur des campagnes et du plaidoyer de la section belge francophone d'Amnesty International.

Le texte de la DPR semble opposer le droit wallon et le droit européen ; or, le principal mérite du décret relatif au commerce des armes a consisté à faire entrer dans le droit wallon les huit critères définis au niveau européen dans la Position commune définie par le Conseil de l'Union européenne en 2008. L'un de ces critères concerne le respect des droits humains et prévoit que les autorités refusent d'accorder une licence d'exportation lorsqu'il existe un risque manifeste que les armes concernées servent à commettre des violations des droits humains ou du droit international humanitaire.

« Considérer que l'application d'un tel principe de précaution revient à "pénaliser les industriels wallons dans leurs exportations" relève d'une vision du monde qui fait du respect des droits humains un obstacle à dépasser, alors qu'il devrait s'agir de la boussole de toutes les politiques publiques », insiste François Graas. Tandis que les précédents gouvernements wallons ont échoué à appliquer correctement le décret sur les armes, en permettant à de nombreuses reprises des transferts d'armes présentant de sérieux risques de violations des droits humains, le prochain gouvernement semble vouloir s'affranchir des règles définies au niveau européen.

« À l'heure où le monde voit de nombreux conflits violents donner lieu à de graves violations des droits de millions de personnes, les autorités wallonnes – si elles confirment cette orientation – s'appêtent à tourner le dos aux droits humains et à prioriser des intérêts économiques. Un tel choix politique constituerait une grave faute historique », prévient François Graas.

Amnesty International s'inquiète également du fait que la DPR ne porte aucune attention à l'enjeu de la transparence des pratiques des autorités concernant le commerce des armes. L'organisation de défense des droits humains rappelle qu'il s'agit pourtant d'un aspect crucial de cette matière, pour lequel la Wallonie présente justement de sérieuses faiblesses. Ainsi, les rapports annuels du gouvernement sur le commerce

des armes sont publiés systématiquement avec retard et les informations qu'ils contiennent sont insuffisantes pour que les parlementaires et la société civile assurent un réel contrôle.

Dans un rapport qu'il a publié récemment, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a appelé les États à « rendre publiques suffisamment d'informations, sous des formes accessibles, afin de permettre l'exercice d'un contrôle public sur les transferts d'armes », et ce, afin que « les États puissent contribuer efficacement à la prévention et à l'atténuation des effets néfastes des transferts d'armes sur les droits de l'homme et remédier à ces effets ».

« Le message est on ne peut plus clair : le respect des droits humains passe par la transparence en ce qui concerne les ventes d'armes. Ce message s'adresse également aux autorités wallonnes, qui doivent donc s'en saisir concrètement en vue de se montrer dignes des valeurs qu'elles prétendent défendre », insiste François Graas.

Amnesty International regrette enfin le mutisme de la DPR en ce qui concerne le transit d'armes. Pourtant, comme l'a montré l'actualité récente avec des révélations faisant état du transit de tonnes de matériel militaire à destination d'Israël par l'aéroport de Liège, le cadre légal wallon en la matière est pour le moins lacunaire. Par conséquent, Amnesty International appelle la prochaine majorité wallonne à apporter des réponses solides à ces lacunes, afin d'éviter que les infrastructures de la Région facilitent l'acheminement d'armes pouvant servir à commettre de violations des droits humains et du droit international humanitaire.

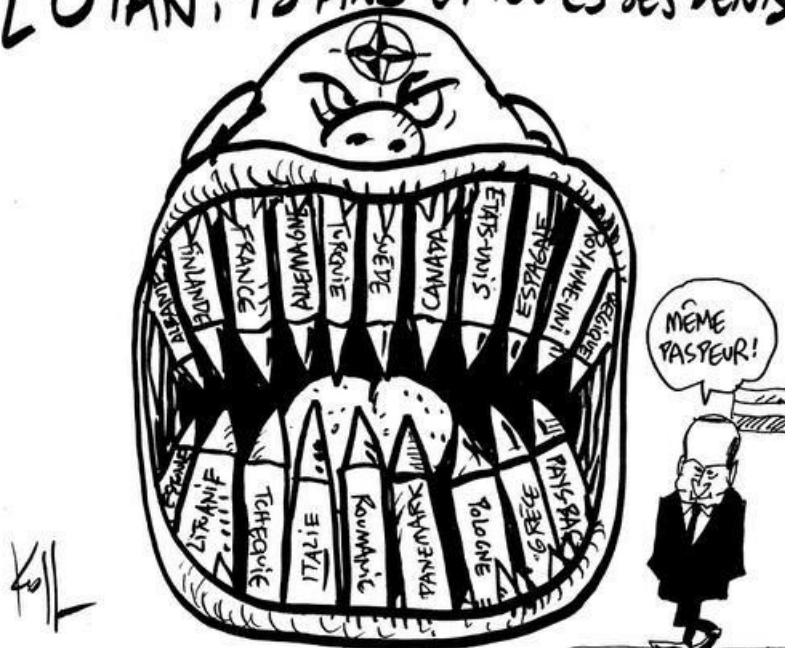
« Dans le cadre de la campagne électorale et suite aux élections, Amnesty International et d'autres organisations de la société civile ont partagé à plusieurs reprises des propositions qui permettraient un plus grand respect des droits humains dans le domaine du commerce des armes. Si nous avons bénéficié d'une écoute attentive, force est de constater que la nouvelle majorité wallonne a malheureusement fait le choix de prioriser les intérêts de l'industrie, alors même que les programmes des deux partis de la future majorité n'annonçaient pas d'affaiblissement du décret wallon sur le commerce des armes. »

« Dans la mesure où aucune mesure concrète n'a été prise à ce jour, il est encore temps pour le Mouvement réformateur et les Engagés de se ressaisir, en faisant des droits humains la boussole réelle de leurs politiques. Nous les appelons à le faire dès à présent ; dans le cas contraire, le message sera délivré régulièrement, avec force et sous toutes les formes possibles au cours des cinq prochaines années », conclut

François GRAAS (Amnesty international)

Humour de Kroll

L'OTAN, 75 ANS ET TOUTES SES DENTS



Où a disparu le mouvement pacifiste ?



Quarante ans plus tard. Il y a un silence, un grave silence. Des missiles de croisière Tomahawk, des missiles SM-6 et des missiles hypersoniques sont déployés en Allemagne, le pays reste silencieux, l'Europe est silencieuse. Pas de protestations, pas de manifestations.

L'Allemagne est le seul pays d'Europe auquel ces systèmes d'armes étasuniens sont destinés. Ils sont dirigés contre la Russie.

Pourquoi est-ce si calme ? Est-ce l'été, est-ce les vacances ? Pourquoi la déclaration américano-allemande sur le déploiement est-elle si incroyablement concise et sèche ? Elle ne fait que neuf lignes. Le silence a-t-il quelque chose à voir avec le fait qu'il semble y avoir encore du temps ? Après tout, le déploiement ne commencera pas avant 2026. Ou est-ce parce que l'on est convaincu que ces missiles « n'apporteront que la paix » ?

À l'avenir, seule la paix sortira du sol allemand : telle est la promesse faite par les deux États allemands en 1990 avec le traité « Deux plus quatre ». La RDA et la République fédérale étaient les deux ; les quatre étaient la France, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ce traité a ouvert la voie à la réunification de l'Allemagne. La paix viendra-t-elle donc de ces nouveaux missiles, qui pourraient être équipés d'armes nucléaires ? Ou bien cette promesse a-t-elle pris un autre sens après la guerre en Ukraine, parce que la dissuasion est désormais plus importante que le désarmement ? Les temps sont-ils devenus tellement guerriers que parler de désarmement n'a plus de sens ? Le mot « paix » a-t-il perdu de son attrait ? Derrière ces points d'interrogation se cache le silence.

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé qu'il réagirait en miroir. Lorsque l'on répond à une action menaçante par une menace encore plus grande et que les adversaires ont des contre-réactions qui se nourrissent les unes des autres, on parle d'escalade. L'escalade signifie que les missiles à longue portée, qui peuvent être dotés de l'arme nucléaire en théorie, le seront également en pratique. Bertolt Brecht a mis en garde contre cette course au réarmement il y a plusieurs décennies. « La grande Carthage, écrivait-il en 1951, a mené trois guerres. Après la première, elle était encore puissante, après la deuxième, elle était encore habitable. Après la troisième, elle était introuvable ». Dans une troisième guerre mondiale, l'Europe serait comme Carthage, ou pire. Les cavaliers de l'apocalypse sont désormais dotés d'armes nucléaires.

Le chancelier allemand Olaf Scholz a qualifié la décision d'installer les nouveaux missiles étasuniens en Allemagne de « très bonne décision ». Doit-il dire cela parce que, dans son serment, il a promis d'éviter de nuire au peuple allemand ? Quelle est l'ampleur du risque de voir l'Allemagne devenir un champ de bataille ? C'est la crainte qui a marqué les manifestations contre le réarmement dans les années 1980, lorsque les missiles Pershing II ont été installés en République fédérale.

La guerre nucléaire, disait-on à l'époque, devenait « plus précise et plus contrôlable » avec les missiles Pershing ; le seuil d'inhibition à leur utilisation serait alors abaissé. Les Tomahawk actuellement déployés méritent vraiment le qualificatif de « précis ». Et, contrairement aux Pershing, ils peuvent atteindre Moscou. Cela augmente-t-il ou diminue-t-il le risque que Moscou tente d'éliminer ces missiles de manière préventive ?

Le silence est tel en Allemagne que l'on peut encore entendre les échos des anciennes manifestations, celles de l'époque, lorsqu'il y avait un mouvement pacifiste dans toute l'Europe. C'était il y a quarante ou quarante-cinq ans. À l'époque, des millions de personnes sont descendues dans la rue avec le slogan « Non à la mort nucléaire » et ont protesté contre la « double décision » de l'OTAN d'installer des missiles et d'entamer des négociations avec Moscou. En Allemagne, ce fut le thème central des protestations, avec la manifestation pacifiste au Hofgarten de Bonn en octobre 1981, suivie des nombreux blocages contre les trans-

ports de missiles à Mutlangen. Parmi ceux qui ont barré la route aux missiles, on trouve des écrivains comme Günther Grass et Heinrich Böll, des hommes et des femmes d'église, des artistes et des universitaires, puis de grandes masses de personnes anonymes.

À cette époque, à l'heure des mouvements pacifistes, le désarmement atteint également le système judiciaire allemand : en 1995, la Cour constitutionnelle fédérale juge que les blocages effectués par les sit-in ne constituent pas des actes de violence. Les jugements prononcés à l'encontre de ceux qui avaient bloqué les missiles ont donc dû être annulés. C'était il y a longtemps. Mais en 2010, le Bundestag a décidé à une large majorité que le gouvernement Merkel devait faire campagne « vigoureusement » pour le retrait de toutes les armes nucléaires étasuniennes d'Allemagne. C'était également il y a longtemps. Les missiles Tomahawk d'aujourd'hui sont-ils moins dangereux parce qu'ils sont plus précis et plus rapides que les missiles Pershing d'autrefois ? Ou bien la situation mondiale est-elle si dangereuse que nous devons accepter de vivre avec la crainte que, si le pire devait arriver, il ne resterait pas une seule pierre debout en Allemagne ?

Aujourd'hui, la peur paralyse. À l'époque, elle alimentait les protestations, mais aujourd'hui, elle absorbe leur énergie. Beaucoup de gens s'éteignent complètement lorsqu'il s'agit de guerre, d'armement et d'armes, parce qu'ils ont l'impression d'être face à une montagne qu'ils ne peuvent pas voir parce qu'elle est de plus en plus haute. C'est ce qu'on appelle le désespoir. Et certains évitent de lutter pour le désarmement parce qu'ils ne veulent pas être considérés comme des amis de Poutine.

Le ministre de la défense, Boris Pistorius, affirme qu'il existe un « déficit de capacités » pour justifier le renforcement des forces armées. Mais le mouvement pacifiste souffre également d'un « déficit de capacité ». Il a perdu la capacité de protester au nom de l'espoir.

En Europe, nous devons réapprendre ce qu'est la paix. Il n'y a pas de sécurité avec encore plus de dépenses militaires, encore plus de chars ou encore plus d'ogives nucléaires. La sécurité ne double pas si l'on double les dépenses militaires et les armes. Elle ne sera pas réduite de moitié si les dépenses et les armes sont réduites de moitié. Elle augmentera si les deux adversaires apprennent à se regarder l'un l'autre. C'est ainsi que nous pourrions réapprendre à faire la paix.

Heribert PRANTL

Heribert Prantl est chroniqueur au journal allemand *Süddeutsche Zeitung*.

II Manifesto 21 août 2024

<https://italienpcf.blogspot.com/2024/08/ou-disparu-le-mouvement-pacifiste.html>

URL de cet article 39825 : <https://www.legrandsoir.info/ou-a-disparu-le-mouvement-pacifiste.html>

L'Union européenne accélère sa militarisation



Photo : CC, Flickr, <https://www.flickr.com/photos/sweden2023eu/52826732561>

[Avertissement : Cette note est un rappel des enjeux soulevés par la trajectoire militaro-sécuritaire suivie par l'UE depuis plusieurs années [1].]

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et également sous un angle sous lequel je conclurai cet article, la guerre d'Israël contre la Palestine ont donné un coup d'accélérateur à la militarisation de l'UE. Celle-ci n'est néanmoins pas nouvelle. Pendant des décennies, les règles communautaires ont laissé aux États-membres la charge du fardeau de la protection de l'ordre mondial existant et donc de leurs intérêts, soit sous une forme individuelle – comme ce fut longtemps le cas de la France en Afrique – soit collectivement dans le cadre de l'OTAN. Les traités communautaires ont toujours affirmé que l'OTAN constitue le fondement de la sécurité des États-membres et ont, de ce fait, toujours relégué la construction d'une défense européenne à un horizon indéterminé. La militarisation de l'UE est donc longtemps principalement passée par ses grands États-membres et elle s'est accélérée depuis une dizaine d'années. Depuis 2014, les dépenses cumulées des pays de l'UE ont augmenté en dollars constants de 31%. L'augmentation est spectaculaire, en particulier pour les pays Baltes ainsi que pour les pays d'Europe centrale et orientale (Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Pologne, etc.).

Avant l'invasion russe de février 2022, l'Agence de défense européenne (European Defence Agency, EDA) se félicitait déjà que « les dépenses de défense ont globalement résisté aux conséquences économiques du Covid-19 » [2].

La militarisation de l'UE est toutefois également passée par le financement de programmes communautaires. Depuis les années 1990, la Commission est progressivement entrée dans un domaine qui lui était interdit en empruntant des voies de traverse. Elle annonça d'abord que les dites « technologies duales » (à finalité militaire et civile) entraient dans son champ de compétences, puisqu'un volet majeur de la politique industrielle de l'UE passe par le soutien aux programmes technologiques. Puis à partir des années 2000, elle mena une longue bataille pour que les « marchés » de l'armement cessent d'être autant protégés par les États-membres au profit de leurs groupes industriels. Cette montée en puissance de la Commission continua pendant les années 2000 et elle a trouvé une nouvelle vigueur à la suite de la guerre menée par la Russie au Donbass qu'elle annexa en 2014.

En 2019, Ursula von der Leyen déclara que la nouvelle Commission nommée à la suite des élections européennes était la « première Commission géopolitique ». On en mesura immédiatement les effets. Une série de programmes de financement communautaire furent lancés dès 2019. Ce fut d'abord l'European Defence Industrial Development Programme (EDIDP), doté de 500 millions d'euros, qui vise à promouvoir la coopération et la compétitivité de l'industrie de défense. L'European Defence Fund (EDF), validé en 2022 par le

Conseil (les chefs d'Etat et de gouvernement), possède un budget géré par la Commission de plus de 8 milliards d'euros sur la période 2021-2027, un montant qui marque une rupture par rapport aux programmes communautaires de la défense qui l'ont précédé.

Puis vint l'invasion russe qui révèle qu'aucun pays de l'UE n'a les moyens de protéger militairement l'Ukraine.

Le soutien européen à l'Ukraine

Le soutien militaire de l'UE et de ses États-membres dans sa guerre contre la Russie est pourtant massif. Jusqu'en février 2024, le financement de l'Europe (y compris le Royaume-Uni) atteignait 41,5 milliards d'euros contre 43 milliards d'euros pour les États-Unis. Cependant, l'Institute for the World Economy, basé à Kiehl et qui suit depuis le début de la guerre le montant de l'aide à l'Ukraine, signale que dans le cas de l'Europe une partie bien supérieure à celle des États-Unis des sommes annoncées correspondent à des engagements, non à des livraisons.

Le tableau 1 donne la liste des principaux donateurs européens. Ici, il s'agit bien de livraisons. La répartition donne une indication des choix géopolitiques et des capacités financières des pays. L'Allemagne représente près d'un quart du total des livraisons européennes, le Royaume-Uni près de 13%. Les cinq premiers représentent plus de deux tiers de l'ensemble de l'aide européenne.

Tableau 1 : montant de l'aide militaire à l'Ukraine par les pays européens (à février 2024)

Pays	Montant	Part dans le total européen
Germany	10,04	24,1
United Kingdom	5,27	12,7
Denmark	4,78	11,5
Netherlands	3,85	9,3
Poland	3,00	7,2
Sweden	2,74	6,6
France	2,69	6,5
Finland	1,80	4,3
Czech Republic	1,29	3,1
Belgium	0,86	2,1
Italy	1,00	2,4

Source : Auteur, données Institute for the World Economy.

Ce graphique montre les allocations d'aide militaire bilatérale à l'Ukraine par les principaux donateurs, en milliards d'euros, entre le 24 janvier 2022 et le 29 février 2024. Les allocations sont définies comme l'aide qui a été fournie ou spécifiée pour être livrée. Les allocations militaires comprennent l'aide financière liée à des fins militaires.

La France occupe une modeste septième place, ce qui contraste avec sa place de première puissance militaire du continent et les déclarations répétées d'Emmanuel Macron qu'il n'excluait pas de « mettre les bottes sur le sol » ukrainien. En fait, l'Allemagne et les principaux pays donateurs ont puisé dans leurs stocks de matériels, généralement d'origine étatsunienne afin d'alimenter les livraisons qu'ils ont faites à l'armée ukrainienne. C'est l'attitude exactement opposée que le Président de la République et l'État-major ont adoptée. Ainsi, le chef d'état-major de l'armée de Terre lors de son audition à l'Assemblée nationale le 20 juillet 2022 affirmait : « si [des matériels] sont envoyés en Ukraine, c'est une capacité militaire qui est amputée ».

La France a fait le choix d'une « armée échantillonnaire » selon l'expression d'un responsable de la Commission de défense au Sénat. Les augmentations considérables du budget de défense votées par le Parlement dans le cadre des lois de programmation militaire ne changent pas ce comportement. Ils font fi des transformations stratégiques produites par les guerres en cours car ils visent plutôt à « figer » les intérêts des industriels de l'armement et de l'État-major sans toucher aux programmes d'armement en cours afin de ne pas modifier la clé de répartition des flux budgétaires et contenter ainsi toutes les composantes du sys-

tème militaro-industriel. Dans cette « armée échantillonnaire », tout prélèvement creuse donc un énorme trou. Un exemple : la France a livré 30 canons Caesar à l'Ukraine sur un total de 76 utilisés par l'armée. Sous l'impulsion de la Commission, et tout particulièrement de Thierry Breton (Commissaire européen au Marché intérieur), les États-membres ont lancé des programmes destinés à produire un volume d'armes destiné à l'Ukraine. Le plus emblématique est l'Act in Support of Ammunition Production (ASAP) lancé au début de 2023 et dont l'objectif était de faire produire 1 million de munitions par les entreprises européennes. Or, un an après, c'est à peine la moitié qui a été effectivement produite. D'autre part, ces programmes sont labellisés « communautaires » parce que l'argent vient de Bruxelles. Cependant, ASAP abonde le plan de charge des entreprises qui demeurent principalement nationales (ou bi- et tri-national dans le cas rare du missileier MBDA – BAE Systems, Airbus, Leonardo) et veille à une distribution nationale qui respecte les intérêts des groupes en place et les rapports de force entre États-membres.

Le programme ASAP est aujourd'hui entré dans sa troisième phase et ce sont toujours les piliers des systèmes militaro-industriels nationaux qui en sont les principaux bénéficiaires. Dans les programmes de production de poudre, on trouve aux premiers rangs les groupes Rheinmetall (Allemagne), Nammo (Norvège), et les groupes français Nexter et Eurenco (ex-société nationale des poudres et explosifs, contrôlée à 100% par l'Agence de participations de l'État).

D'autres initiatives plus ambitieuses ont été accélérées par la guerre en Ukraine. La plus médiatique concerne la constitution d'une force de déploiement rapide composée de 5 000 hommes et susceptible de soutenir une intervention pendant un an, soit pour une mission d'évacuation, soit pour une phase « initiale de stabilisation dans un environnement non-permissif » selon la formule du document européen La boussole stratégique (Strategic Compass). Une telle force armée est un vieil objectif déjà adopté par le Sommet d'Helsinki en 1999. En dépit des échecs répétés pour constituer formellement une telle force, cet objectif est fréquemment salué en France comme la constitution d'une « armée européenne ». Or, même la guerre en Ukraine ne suffit pas pour passer dès maintenant aux actes. Les divergences sont profondes. Elles portent une fois de plus sur la relation à l'OTAN qui possède elle aussi une « force de réponse » (NATO Response Force, NRF) et dont les missions sont assez semblables à celles du projet de la capacité européenne. D'autre part, l'idée que la capacité européenne pourrait être déployée en Ukraine, Moldavie ou Arménie est repoussée par la plupart des pays de l'est de l'Europe. Elle est de toute façon irréaliste puisqu'elle mettrait cette capacité européenne en contact direct avec la Russie, puissance nucléaire.

Les priorités nationales demeurent donc très fortes. L'avenir de cette force de réaction européenne semble se situer dans le bassin méditerranéen et être associé aux conflits armés en Afrique ainsi qu'à la militarisation des flux migratoires par l'UE qui fait l'objet d'un large accord parmi les États-membres.

Que pèsent en effet ces 5 000 hommes face à la Force de réaction rapide de l'OTAN que le « nouveau concept stratégique » adopté en 2022 a décidé de renforcer et d'élever de 42 000 militaires (actuellement prêts au combat avec plus de 40 navires de guerre et des centaines d'avions de combat) à plus de 300 000 militaires – et les moyens aériens, cyberspatiaux, navals, terrestres nécessaires – mobilisables à brève échéance ?

La militarisation de l'UE entre États-membres et OTAN



La militarisation de l'UE a accéléré depuis une dizaine d'années, mais elle ne se traduit que par des avancées limitées en matière de défense européenne proprement dite et ses dimensions sécuritaires en demeurent une composante majeure. Les fonctions militaires, celles qui sont dirigées vers la gestion des conflits armés, demeurent pour l'essentiel assurées par l'OTAN. Contredisant la pensée puissante et prémonitrice du Pré-

sident de la République, la guerre en Ukraine confirme que l'OTAN n'« est pas en état de mort cérébrale ». En réalité, elle constitue depuis des décennies le pilier militaire du « bloc transatlantique ». J'appelle ainsi cet espace géoéconomique et militaire dominé par les États-Unis, dont la zone euro-atlantique constitue le cœur, mais qui inclut certains pays d'Asie-Pacifique, tels qu'Israël, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Ce bloc repose sur un solide trépied : une intégration économique croissante des capitaux financiers et industriels, une alliance militaire (l'OTAN et des alliances entre les États-Unis et Israël et les pays d'Asie-Pacifique, avec une présence marginale de la France dans certains accords dans cette région) et une « communauté de valeurs » auto-proclamée qui associe l'économie de marché, la démocratie et la paix [3].

Le contraste est donc saisissant entre l'ampleur des dépenses militaires de l'ensemble des États-membres et la modestie des pas en avant communautaires. Attention néanmoins aux impressions car ces dépenses militaires sont ultra-concentrées. En 2022, les dépenses militaires de six pays (Allemagne, France, Italie, Espagne, Pays-Bas et Suède) ont représenté les trois quarts des dépenses de toute l'UE, les 21 autres pays ne représentant qu'un quart du total. Plus précisément, l'Allemagne avec 22% et la France avec 21,7% des dépenses militaires de l'UE se distinguent par le poids qu'elles représentent. L'Italie, avec 13,1% des dépenses militaires, vient loin derrière. Ces trois pays comptent également pour plus de la moitié de toutes les dépenses d'équipement [4] qui servent soit à produire des systèmes d'armes dans le pays, soit à les importer. Ce sont d'ailleurs ces quatre grands pays militarisés, Allemagne, France, Italie et Suède qui ont rédigé une lettre commune adressée à la Commission lui enjoignant de ne pas empiéter sur leurs prérogatives et celles des autres États-membres [5].

Tous les pays européens, y compris et de plus en plus la France, inscrivent leur stratégie militaire dans le cadre de l'OTAN.

Les gouvernements français ont longtemps prôné « une défense européenne autonome » avant de reconnaître leur échec. Ils ont alors repris le terme au moins aussi flou d' « autonomie stratégique », et qui a donc l'avantage d'inscrire les enjeux de défense dans un ensemble plus vaste, l'autonomie stratégique portant également sur les produits vitaux de santé, l'alimentation et tout ce qu'on décide de qualifier ainsi. Emmanuel Macron en avait fait son slogan lors du discours de la Sorbonne de septembre 2017. Sans grande originalité en dépit du battage médiatique, puisqu'en réalité, « l'autonomie stratégique » figurait comme point central de la « Stratégie globale de l'UE » adoptée en 2016. Macron attise également le spectre d'une réélection de Trump pour aiguillonner les dirigeants européens.

Aucun pays du continent européen ne se prononce contre l'autonomie stratégique puisque chacun lui donne son propre contenu, ce qui nourrit l'activité des think tanks dominants de la sécurité bruxelloise. Les États-Unis – avec des variantes selon les administrations et même en leur sein – ne sont pas contre l'autonomie stratégique des Européens. Le « multilatéraliste » Obama qui a dirigé la coalition de l'OTAN en Lybie en 2011 a ouvertement critiqué les alliés européens pour leur comportement de « passagers clandestins » (free riders) avant que Trump ne le fasse sur un ton agressif sans pour autant être en mesure de passer aux actes, car de profondes forces au sein de l'appareil politique (exécutif et législatif) mais également militaires l'en ont empêché. Dans ses discours provocateurs préparatoires à la campagne présidentielle, Trump ne menace pas d'un retrait des États-Unis de l'OTAN, moins encore de la protection nucléaire américaine [6], mais il s'engage ne pas défendre – contre une invasion russe – les pays qui ne consacraient pas 2% de leur PIB aux dépenses militaires... C'est exactement l'objectif adopté par l'OTAN !

Si le retrait total des États-Unis de l'OTAN est improbable, leurs dirigeants ont toujours fait en sorte que pour les pays européens l'organisation atlantique demeure le pilier de la défense européenne. Ceci est explicitement reconnu dans la « Boussole stratégique », un document adopté par le Conseil européen (les chefs de gouvernement) qui affirme que « l'OTAN demeure la fondation de la défense collective de ses membres. Les relations transatlantiques et la coopération UE-États-Unis [...] sont déterminantes pour notre sécurité globale » [7]. Et le clou fut enfoncé quelques mois après. En janvier 2023, une déclaration commune de l'OTAN, du Président du Conseil européen et de la Présidente de la Commission rappelle « la valeur d'une défense européenne plus forte et plus capable qui contribue positivement à la sécurité globale et transatlantique, et qui soit complémentaire à et interopérable avec l'OTAN » (souligné par moi) [8]. La contrepartie industrielle de cette dépendance à l'OTAN, c'est qu'au cours de la dernière année trois quarts des achats d'armes réalisés par les États-membres sont d'origine américaine.

Les lenteurs des décisions prises aujourd'hui pour renforcer l'intégration communautaire de défense et les divergences qu'elles révèlent s'inscrivent dans ce contexte de subordination à l'OTAN. Ce ne sont pas seulement les craintes exprimées par les pays de l'ex-zone soviétisée de duplication des capacités européennes avec celles de l'OTAN en Europe, et corollairement les craintes que la priorité de l'UE soit tournée vers l'Afrique. Des divergences plus substantielles existent comme l'indique le cas de la Pologne, qui fait partie désormais des cinq grandes puissances militaires de l'UE et qui est un rouage central dans le déploie-

ment des forces de l'OTAN en Europe. Il est envisagé qu'une base nucléaire de l'OTAN soit installée en Pologne et la livraison d'avions de chasse F-35 à emport de missiles nucléaires est prévue. Or, ce pays possède des frontières communes avec l'exclave russe de Kaliningrad – fortement nucléarisée – et avec la Biélorussie, qui le devient progressivement. La Pologne est leader dans toutes les initiatives destinées à augmenter la présence américaine en Europe et à freiner les avancées communautaires qu'elle considérerait comme contraire à cette perspective. Or, elle est solidement installée au centre de la défense européenne grâce à sa présence dans le « Triangle de Weimar » auquel elle participe sur un pied d'égalité avec l'Allemagne et la France.

La Pologne est loin d'être un cas isolé d'autant plus que les intérêts industriels de défense sont par nature indissociables des objectifs stratégiques. La volonté d'une « préférence communautaire » défendue par Thierry Breton dans les politiques de financement de la production et d'achats d'armes – qui est évidemment la position de Macron et des groupes français de l'armement – est violemment combattue par une majorité de pays influents. Les groupes suédois Saab et italien Leonardo participent à un programme d'avion de combat du futur dirigé par le groupe britannique BAE System qui est concurrent du projet franco-allemand-espagnol et la « préférence communautaire » est perçue comme une agression. Car on a oublié que l'Europe, ce n'est pas que l'UE et moins encore dans les questions de défense. Le Royaume-Uni, complètement soumis aux objectifs de Washington, est un pilier européen de l'OTAN et dispose de relais politiques et industriels importants dans les pays du nord, de l'est et du centre de l'Europe.

L'Allemagne a une position plus nuancée que ce bloc « pro-otanien inconditionnel », mais il n'est pas question pour ses dirigeants de froisser les Américains [9]. Les difficultés d'avancement du programme d'avion de combat mené avec la France et l'Espagne – et qui sont d'ailleurs enflammées par le comportement du groupe Dassault – indiquent que l'Allemagne n'a plus besoin de faire à la France des concessions, qu'elle avait l'habitude de lui accorder, dans les questions de défense. Le gouvernement allemand mène sa propre stratégie sans se préoccuper des réactions de la France. En octobre 2022, il a ainsi annoncé un projet de bouclier de défense antimissile dans le cadre de l'OTAN. Il est soutenu par une vingtaine de pays européens et sera fondé sur des systèmes allemands, américains et israéliens, mais pas français.

Décidément, compte tenu des dynamiques au sein de l'UE, moins encore que dans les autres domaines, le prétendu « couple » franco-allemand – qui n'est appelé ainsi qu'en France – n'est en mesure d'imposer ses volontés.

Le jeu contraint de la France

Le surdimensionnement militaire de la France par rapport à ses capacités économiques et la réalité de son statut international produit des effets délétères sur l'économie française, compte tenu des ressources financières considérables et prioritaires qu'il exige et des effets d'affaiblissement inexorables des industries civiles (à l'exception du segment civil dans l'aéronautique) [10].

Sur le plan militaire, l'enlisement puis la débandade au Sahel sont des avertisseurs bruyants de ce surdimensionnement dont tous les États-membres sont évidemment les témoins. La France ne peut plus à la fois proclamer son attachement à une défense européenne autonome et agir comme elle l'entend – c'est-à-dire de façon unilatérale – ailleurs. C'est cette équation dont il a en partie hérité qui est au cœur des errements de Macron. Il lui faut en même temps trouver une fonction à l'armée française dans le monde et accepter la réalité de la réintégration dans l'OTAN dont l'État-major français est un des partisans actifs. Toutefois, les difficultés persistent puisque le nombre de militaires français dans l'Organisation ne la place qu'au cinquième rang, derrière les États-Unis, mais aussi l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni [11].

Il incombe également à Macron de se faire le porte-voix du système militaro-industriel dont l'importance industrielle va croissant et en même temps multiplier vis-à-vis des partenaires européens des engagements communautaires en matière de production d'armes.

Il faut enfin que Macron concilie le maintien de l'objectif méditerranéen de l'UE – qui est historiquement celui de la France – et le renforcement de la présence militaire de l'armée française à l'est de l'Europe, condition pour que la France demeure un pôle majeur de la défense européenne. L'objectif est donc de « tenir prêt » 6 000 soldats (l'équivalent d'une brigade) et si possible de 17 000 à 24 000 soldats d'ici 2025 (équivalent d'une division) [12].

Et surplombant le tout, réapparaît la question de la dissuasion nucléaire. Le partage de la décision avec l'OTAN ou des pays européens ébranlerait totalement les principes de souveraineté qui fondent la construction de la chaîne de décisions de la France. Une réflexion sur des solutions intermédiaires est donc en cours, telles que l'entrée de la France dans le Groupe des plans nucléaires (NPG) de l'OTAN. Selon le Directeur de l'IFRI, l'influent think tank de géopolitique, ce pourrait être le prix à payer pour maintenir les ambitions de leadership européen de la France [13]. De toute façon, l'objectif prioritaire du gouvernement français et de l'État-major est que la France renforce sa spécialisation internationale dans la défense (au plan

géopolitique et industriel). Tout doit être sacrifié à cet objectif. Ce seront donc moins les « principes » que les opportunités qui rythmeront les décisions de la France.

Conclusion

En tant que pilier du bloc transatlantique, les pays européens ont dans leur immense majorité pris la défense d'Israël dans sa guerre en Palestine [14]. À l'intérieur même des pays occidentaux, les mouvements d'extrême-droite vont y trouver un nouveau point d'appui pour promouvoir les idéologies racistes dans la population et au sein des gouvernements. De nouvelles alliances se noueront entre les variantes d'extrême-droite, y compris Giorgia Meloni en Italie et Éric Zemmour en France et les partis institutionnels qui dirigent l'UE depuis des décennies. L'Union européenne avait déjà fait évoluer son agenda qui affirmait associer migrations et développement vers une politique sécuritaire qui cible directement les migrants. La prochaine étape prend déjà place au sein même de l'UE. Assimiler les critiques de la politique israélienne à de l'antisémitisme, dont Albert Einstein et Hanna Arendt auraient donc été accusés [15], ou affirmer que la défense du peuple palestinien équivaut à soutenir les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, prélude à des mesures discriminatoires qui mutileront un peu plus les libertés publiques au cœur de l'Europe. Un nouveau cycle d'atteintes aux droits d'association, de manifestation est enclenché en Europe, dont les dirigeants s'auto-proclament les gardiens des « règles de droit ». Ainsi, sans surprise les politiques français confirment la dérive sécuritaire dont la loi « Asile et immigration » est à cette date le dernier exemple [16].

(Contribution envoyée par l'auteur et publiée dans Les Possibles, Attac, 2024)

10 juin par Claude SERFATI

Claude Serfati est économiste, spécialiste de l'industrie et de l'innovation. Chercheur associé à l'Institut de Recherche économique et sociale et maître de conférence à l'Université Versailles-Saint-Quentin, il a notamment publié *L'Industrie française de défense* (2014) et *La Mondialisation armée* (2001).

Sources : A l'encontre et CADTM

Notes

- [1] Pour des développements, voir Serfati Claude, « Les ambitions dominatrices de l'UE » (chapitre 3) dans *Un monde en guerres*, Textuel, Paris, avril 2024.
- [2] European Defence Agency (EDA) “Defence data 2020-2021. Key findings and analysis”, 2022, Bruxelles, p.4.
- [3] Pour des développements, voir Serfati Claude, *Un monde en guerres*, Textuel, avril 2024.
- [4] L'autre partie du budget militaire consiste en dépenses de fonctionnement, principalement les rémunérations des militaires.
- [5] Jacopo Barigazzi et Laura Kayali « EU heavyweights warn against Commission defense power grab » (Les poids lourds de l'UE mettent en garde la Commission contre sa soif de pouvoir dans les questions de défense), *Politico*, 28 novembre 2023.
- [6] Horowitz Liviu et Suh Elisabeth, « Trump II and US Nuclear Assurances to NATO », SWP Comment, 17 avril 2024, https://www.swp-berlin.org/publications/products/comments/2024C17_TrumpII_NATO.pdf
- [7] 2022. A Strategic Compass for Security and Defence. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/strategic_compass_en3_web.pdf.
- [8] « Joint Declaration on EU-NATO Cooperation.” Accessed August 5, 2023. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2023/01/10/eu-nato-joint-declaration-10-january-2023/>.
- [9] Sylvia Pfeifer et Henry Foy, “Saab chief warns against EU defence protectionism”, *Financial Times*, 21 avril 2024.
- [10] Sur ces questions, voir Serfati Claude, chapitre 4 « catastrophe industrielle et production d'armes » dans *L'Etat radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée*, La fabrique, Paris, 2022.
- [11] Cour des Comptes, « La participation de la France à l'Otan : une contribution croissante », juillet 2023.
- [12] Hélène Vincent, « L'armée française tente d'organiser sa bascule sur le front est de l'Europe », *Le Monde*, 19 octobre 2023.
- [13] Philippe Ricard et Hélène Vincent, « Comment Macron fait évoluer la dissuasion pour la défense de l'Europe », *Le Monde*, 5 mai 2024.
- [14] Voir « Post-scriptum : Natanyahou, défenseur des valeurs occidentales », Introduction à *Un monde en guerres*, op. cité.
- [15] Dans une lettre datée du 4 décembre 1948, ils accusent Menahem Begin, fondateur du Likoud, aujourd'hui dirigé par B. Natanyahou, de prôner une « doctrine de l'État fasciste », <https://archive.org/details/AlbertEinsteinLetterToTheNewYorkTimes.December41948/page/n1/mode/2up>
- [16] Voir son analyse sur le site de la Cimade, <https://www.lacimade.org/analyse/projet-de-loi-asile-et-immigration-2023/>

Le premier ministre japonais n'a pas mentionné les États-Unis lors de la commémoration de la bombe nucléaire d'Hiroshima



Un service commémoratif pour les victimes du bombardement nucléaire d'Hiroshima s'est tenu le 6 août au Parc de la Paix, marquant le 79^e anniversaire de la tragédie qui a fait de la ville japonaise la première au monde à connaître l'horreur des armes nucléaires. Pourtant, bien que les États-Unis aient largué les bombes qui ont tué des centaines de milliers de personnes, le Premier ministre japonais Fumio Kishida n'a pas mentionné qui était responsable et a plutôt évoqué une prétendue menace nucléaire de la part de la Russie.

La cérémonie de commémoration est traditionnellement retransmise en direct sur le site internet de la ville, sur les principales chaînes de télévision et en ligne. Elle commence à 8 heures au monument, qui dresse la liste des personnes tuées lors du bombardement atomique et de ses conséquences. Cette année, 5 079 noms ont été ajoutés à la liste des 344 000.

Le parc de la paix, où se déroule chaque année la cérémonie, est situé à l'épicentre du bombardement du 6 août 1945, où la force de la bombe nucléaire a vaporisé les corps de ses victimes. Le parc abrite une fosse commune en forme de colline surmontée d'une pagode bouddhiste, où reposent les cendres de 70 000 victimes non identifiées du bombardement américain. Sur le monument du parc de la paix, à côté duquel se déroule la cérémonie de commémoration, il est écrit : « Repose en paix, car l'erreur ne sera pas répétée ». Kishida, des membres du gouvernement, des parlementaires et des représentants des missions diplomatiques de plus de 109 pays ont assisté à la cérémonie. Cette année, pour la troisième fois, les représentants des missions diplomatiques de Russie et de Biélorussie n'ont pas été invités à la cérémonie alors que les représentants de Palestine et d'Israël l'ont été (NDT: cependant Nagasaki n'a pas invité Israël aux commémorations)].

Après le dépôt de fleurs à 8h15 précises, heure à laquelle la bombe atomique a explosé sur Hiroshima, une minute de silence a été respectée. Le maire de la ville, Kazumi Matsui, a ensuite prononcé une déclaration de paix, suivie d'un lancement symbolique de colombes blanches dans le ciel. La cérémonie prévoit traditionnellement que des écoliers de la ville prêtent serment de paix et que des représentants des survivants des bombardements soient présents.

Il est intéressant de noter que, dans son discours lors de la cérémonie de commémoration des victimes du bombardement atomique d'Hiroshima, Kishida n'a pas mentionné que la bombe nucléaire avait été larguée sur la ville par les États-Unis.

« Il y a soixante-dix-neuf ans aujourd'hui, une bombe atomique a privé de leur précieuse vie des personnes dont le nombre dépasse largement les 100 000. Elle a réduit la ville en cendres et a impitoyablement privé les gens de leurs rêves et de leur avenir prometteur. Même ceux qui ont échappé à la mort ont subi des épreuves indescriptibles. En tant que premier ministre, j'exprime avec révérence mes sincères condoléances aux âmes qui ont été victimes de la bombe atomique ici. J'exprime également toute ma sympathie à ceux qui souffrent encore aujourd'hui des séquelles de la bombe atomique. La dévastation et les souffrances

humaines infligées à Hiroshima et Nagasaki il y a 79 ans ne doivent jamais se répéter », a déclaré M. Kishida, sans mentionner que les bombes atomiques ont été larguées sur Hiroshima et Nagasaki par les États-Unis. Il est même allé plus loin en évoquant une prétendue « menace nucléaire » de la part de la Russie, qui rendrait « la situation du désarmement nucléaire encore plus difficile ».

Quant à l'affirmation de M. Kishida concernant la « menace nucléaire de la Russie », le président russe Vladimir Poutine a déjà souligné qu'il n'y aurait pas de vainqueur dans une guerre nucléaire et qu'une telle guerre ne devrait jamais se produire, notant que Moscou respecte systématiquement l'esprit du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

La doctrine nucléaire russe signée par M. Poutine en 2020 qualifie les armes nucléaires de « moyen de dissuasion », soulignant que leur utilisation est une « mesure extrême et obligatoire ». Le document indique que la Russie « fait tous les efforts nécessaires pour réduire la menace nucléaire et empêcher l'aggravation des relations interétatiques qui pourraient déclencher des conflits militaires, y compris nucléaires. »

Selon la doctrine, la Russie pourrait utiliser des armes nucléaires « en réponse à l'utilisation d'armes nucléaires et d'autres types d'armes de destruction massive contre elle et/ou ses alliés, ainsi qu'en cas d'agression contre la Fédération de Russie avec l'utilisation d'armes conventionnelles lorsque l'existence même de l'État est menacée ».

Pourtant, bien que l'arsenal nucléaire de la Russie soit manifestement un moyen de dissuasion, Kishida a profité d'un massacre perpétré par les États-Unis pour mettre en garde contre une menace nucléaire russe. Le fait qu'il n'ait même pas mentionné les États-Unis comme auteurs du massacre insensé et inutile de centaines de milliers de citoyens japonais, alors que la défaite du Japon lors de la Seconde Guerre mondiale était imminente, mais qu'il ait mis en garde contre une prétendue menace nucléaire russe, démontre que Kishida a transformé son pays en vassal de Washington.

Ahmed ADEL
Mondialisation.ca, 08 août 2024

Article original en anglais :



Japanese PM Did Not Mention US During Hiroshima Nuclear Bomb Commemoration

Article en anglais publié initialement sur InfoBrics

Traduit par Mondialisation.ca

Image en vedette : InfoBrics

*

Ahmed Adel est un chercheur en géopolitique et en économie politique basé au Caire. Il contribue régulièrement à *Global Research*.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © Ahmed Adel, Mondialisation.ca, 2024

Risque de guerre en Europe : menace réelle ou manipulation ?

« On peut tout vendre en faisant peur aux gens. » Une citation qui s'applique aussi bien aux religions (souvenez-vous du commerce des indulgences...) qu'aux entreprises pharmaceutiques, fabricants d'armes et producteurs de pétrole. Entre autres...

Il suffit de lire les titres de presse de ces derniers jours, en Suisse et ailleurs, pour avoir le moral dans les chaussettes et faire des réserves de papier toilette, de pâtes et de riz : « Ces 13 virus ont mis le monde en état d'alerte et les scientifiques craignent désormais le pire » Le risque d'une nouvelle pandémie est de 100% selon les virologues. « À la frontière russe, l'Estonie se prépare à la possibilité d'une guerre », « Un risque réel pour une 3ème guerre mondiale », etc.

Conséquences : C'est reparti pour une course aux armements digne de la guerre froide : « L'Europe doit se réarmer face à Poutine » clame l'historien Niall Ferguson. « Une guerre est possible », affirme Carl-Oskar Bohlin, ministre de la Défense civile suédoise, alors que l'amiral néerlandais Rob Bauer sonne à son tour l'alarme, évoquant une guerre probable ces prochaines années. Pour ne pas être en reste dans ce beau concert paranoïaque, l'association Jean Monnet affirme qu'alors qu'une guerre totale fait aujourd'hui rage en Ukraine, aux portes de l'Europe, la faiblesse intrinsèque de celle-ci est devenue, de façon enfin perceptible pour tous, « un péril mortel ».

Ciel que la guerre est jolie !

Se joignant à ce concert de catastrophisme, la Commission européenne déplore que « depuis la fin de la guerre froide, les gouvernements européens ont désinvesti leur outil militaire », alors que la Direction générale de l'Industrie de la Défense et de l'Espace de France (très objective, évidemment...) , observe que – ouf ! – les récentes augmentations budgétaires des États membres surviennent après des années de coupes substantielles et de sous-investissements considérables. »

Et vogue la galère ! Un jubilant Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN se dit heureux de constater que 23 des 32 membres de l'OTAN vont dépenser 2% ou plus de leur PIB pour leur défense et que, globalement, la hausse de ces dépenses atteindra 18% cette année, la plus forte augmentation depuis des décennies.

Bombardés d'informations alarmistes sur les intentions belliqueuses de M. Poutine, nous alimentons les algorithmes des réseaux sociaux qui nous dirigent alors vers des news encore plus folles, reprises par des médias anxieux de ne pas rater un scoop. On a ainsi pu lire que M. Poutine aurait affirmé qu'une fois l'Ukraine vaincue, il s'attablera à la reconstruction de l'empire russe. Il aurait même laissé entendre que les pays Baltes serviront d'apéritif, et un de ses ministres aurait même évoqué que, pendant qu'on y est, on pourrait se aussi se faire la Finlande, la Moldavie et la Roumanie. En guise d'entrée. Je vous laisse deviner le plat principal...

Les sources de ces « informations » ? Elles sont la plupart du temps aussi inconnues qu'invérifiables. Ou alors proviennent d'une « personnalité haut placée souhaitant garder l'anonymat », voire d'un officier supérieur dont personne n'a jamais entendu parler. Les informations vérifiées se trouvent ainsi noyées sous un flot de *fake news*, orchestré le plus souvent par les officines de propagande de divers États.

Les dindons de la farce

Pris de frénésie, les dirigeants européens, tels des poules auxquelles on aurait coupé la tête, se sont lancés dans une folle surenchère et c'est à qui claquera le plus d'argent (de ses contribuables) pour s'armer jusqu'aux dents. La Grande-Bretagne annonce une hausse de son budget militaire de 87 milliards d'euros ces prochaines années. Qui dit mieux ? « Moi ! » s'exclame le chancelier allemand Olaf Scholz qui annonce une enveloppe exceptionnelle de 100 milliards d'euros pour refinancer la Bundeswehr. Quant à la Suisse, sa ministre de la Défense et présidente de la Confédération aimerait bien qu'on lui accorde un modeste 10 milliards pour moderniser l'armée...

De tels exemples se sont multipliés ces derniers mois et selon le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) qui fait autorité en la matière, les dépenses militaires mondiales atteindront 2500 milliards de dollars cette année (+6,8%).

Nan Tian, chercheur principal du programme de dépenses militaires et de production d'armement du SIPRI s'inquiète à juste titre : « Les États donnent la priorité à la force militaire, ce qui risque d'alimenter la spirale "action-réaction" dans un contexte géopolitique et sécuritaire de plus en plus instable. »

2 500 milliards, c'est quoi? C'est en gros, dix fois ce qu'ont coûté les 6 millions de véhicules qui circulent en Suisse ou encore, la valeur d'assurance du 1,8 million de bâtiments (800 millions de m²) que compte la Suisse. C'est également une somme qui correspond à quelque 300 francs par habitant d'une planète dont nombre peinent à gagner une telle somme en un an.

Que cela réjouisse les fabricant d'armes du monde entier n'étonnera personne. Ce qui par contre peut surprendre, est que nous avons collectivement accepté d'être les dindons d'une farce habilement concoctée par des manipulateurs d'information, grassement payés. Et le pire, c'est qu'indirectement chacun d'entre nous, avec ses impôts, rémunère aussi bien ceux qui nous manipulent que ceux qui nous tondent. Et cela avec le sourire !

Certes, ce qui s'appelait autrefois « propagande » a revêtu de nouveaux habits, moins criards, et se nomme désormais « relations publiques » ou « influenceurs », mais l'objectif reste le même : nous faire dépenser de l'argent que nous n'avons pas pour des choses dont nous n'avons pas besoin.

À qui profite le crime ?

La réponse est simple et les chiffres éloquentes : il y a d'une part, les principaux fabricants et exportateurs d'armes que sont les États-Unis, la France, la Russie et la Chine qui, ensemble, représentent quelque trois quarts de la production mondiale. Précisons quand-même que sur les douze plus importantes sociétés du secteur dit de la défense au niveau mondial, six sont américaines, cinq chinoises, et une française (les estimations concernant la Russie étant peu fiables).

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la valeur boursière des 10 principaux fabricants d'armes a augmenté de 38% en moyenne. De quoi réjouir aussi bien les États que les dirigeants de ces entreprises et leurs actionnaires.

D'autre part, on retrouve les principaux producteurs de pétrole et de gaz que sont les États-Unis, l'Arabie Saoudite et la Russie (40% de la production mondiale à eux trois), auxquels on peut rajouter la Chine (6ème producteur mondial) ainsi que les Émirats du Golfe, le Canada et l'Irak. Avec une demande mondiale de l'ordre de 103 millions de barils/jour et un prix de l'ordre de 75 francs/baril, on parle donc d'un chiffre d'affaires quotidien de 7.7 milliards de francs, soit 2800 milliards par an. Un chouïa de plus que les budgets d'armement mondiaux.

Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles (Max Fisch)

Le bruit des bottes a donc un effet éminemment favorable à ces deux secteurs de l'économie, auxquels on peut rajouter les pharmas, qui remplissent leurs poches avec les craintes de pandémie. Car cette panique collective déploie aussi ses effets sur le cours du pétrole. Or, une hausse de 10 francs/baril, alors que les coûts d'extraction restent inchangés, signifie quelque 120 millions de francs *de plus, chaque jour*, dans les poches de la famille régnante d'Arabie et 20 millions de plus dans celles de nos chers amis du Qatar.

Ainsi, pour le seul 1er trimestre de cette année, Saudi Aramco a annoncé un bénéfice de 25 milliards de francs, ExxonMobil: 7,4 milliards, Shell: 7 milliards. Total: 5,2 milliards, Chevron : 5 milliards. Si les États-Unis sont – de loin – les principaux bénéficiaires de nos peurs, ils ne sont pas les seuls. Russie, Chine, Arabie, etc. sont aussi des grands gagnants, alors que nous sommes en gros, 8 milliards de perdants.

Le danger de guerre est-il réel ? Je l'ignore, n'étant pas en mesure de vérifier les informations dont je suis gavé. Mais je me méfie... Quand tout le monde, ou presque, pointe dans la même direction et que de telles sommes sont en jeu, je ne peux que regretter le manque d'interrogations, de questionnement critique et de voix dissonantes. « Quand le sage pointe la lune, les idiots regardent le doigt. »

Site L'IMPERTINENT

SOMMET OTAN : EUROPE EN PREMIÈRE LIGNE SOUS COMMANDEMENT USA CONTRE RUSSIE ET CHINE

Le Sommet de Washington, par lequel l'OTAN a célébré le 75^{ème} anniversaire de sa fondation, aurait dû se tenir le 4 avril mais Washington – qui depuis 75 ans détient les commandements clé de l'OTAN en commençant par celui du Commandant Suprême Allié en Europe, toujours un général étasunien nommé par le président des États-Unis – a décidé, pour des raisons aussi de politique intérieure, de le célébrer trois mois plus tard. L'histoire officielle de l'OTAN, présentée au Sommet de Washington, explique ainsi la naissance de l'OTAN :

« En 1949, face à la croissante menace de l'Union Soviétique, 12 pays européens et nord-américains signèrent un Traité fondé sur le principe de la défense collective ».

Le texte est accompagné de la première page d'un journal du 29 août 1949 avec un titre en gros caractères : « RUSSIA HAS ATOMIC BOMB »- « LA RUSSIE A LA BOMBE ATOMIQUE ».

Un faux historique colossal. L'Union Soviétique sort de la Seconde guerre mondiale en grande partie détruite, après avoir été attaquée et envahie en juin 1941 par l'Allemagne nazie avec 201 divisions, comprenant 5,5 millions de soldats équivalents à 75% de toutes les troupes allemandes, 3 500 chars d'assaut et 5 000 avions, plus 37 divisions des pays satellites (dont l'Italie). L'URSS avait de façon répétée demandé aux Alliés d'ouvrir un second front en Europe, mais États-Unis et Grande-Bretagne l'avaient volontairement retardé.

Le prix payé par l'Union Soviétique est très élevé : environ 27 millions de morts, pour plus de la moitié des civils, correspondants à 15% de la population (par rapport aux 0,3% des USA pour toute la Seconde guerre mondiale) ; environ 5 millions de déportés en Allemagne ; plus de 1 700 villes et gros centres habités, 70 mille petits villages dévastés ; 30 mille usines détruites.

L'Union Soviétique ne peut donc pas constituer une menace pour l'Occident, notamment parce que les États-Unis sont les seuls à posséder l'arme atomique, dont ils ont le monopole de 1945 à 1949. Depuis septembre 1945 déjà, à peine un mois après le bombardement de Hiroshima et Nagasaki, on calcule au Pentagone que pour attaquer l'URSS il faut environ 200 bombes nucléaires. En 1949 l'arsenal étasunien monte à environ 170 bombes nucléaires.

Les États-Unis sont alors sûrs de pouvoir avoir, en peu de temps, assez de bombes pour attaquer l'Union Soviétique. Mais dans cette même année, s'évanouit le rêve américain de conserver le monopole des armes nucléaires. Le 29 août 1949, l' Union Soviétique effectue sa première explosion nucléaire expérimentale. Désormais l'Union Soviétique aussi a la Bombe. Commence alors la course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances.

Depuis, pendant 75 ans, l'OTAN justifie sa stratégie de guerre avec la fausse affirmation d'être menacée. La « menace » actuelle provient, selon Washington, du « croissant alignement de Russie, Chine, Iran et Corée du Nord ». Pour cela « l'OTAN travaille en contact toujours plus étroit avec ses partenaires de l'Indo-Pacifique et avec l'Union Européenne pour contribuer à maintenir la paix et à protéger l'ordre international fondé sur les règles ». C'est sur cette falsification historique que l'OTAN, qui s'est élargie de 12 à 32 pays toujours plus au bord de l'Union Soviétique, est en train d'entraîner l'Europe et le monde à la catastrophe.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 14 juillet 2024
byoblu.com

[...]

Traduction : Marie-Ange Patrizi*

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé du Centre de recherche sur la Mondialisation (Canada). Prix international de journalisme 2019 pour Analyse géostratégique du Club de Periodistas de México.

La source originale de cet article est byoblu.com
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2024

La face cachée de la guerre

Le Forward Observations Group, une société militaire privée basée aux États-Unis, publie une photo de ses guerriers professionnels dans la région russe de Koursk, une présence confirmée par une vidéo montrant la destruction des véhicules blindés et des commandos du Forward Observations Group à Koursk par les forces armées russes. Cette société militaire américaine, dont le rôle est qualifié de « très obscur » par le magazine *Military Watch*, qui fait autorité en la matière (manifestement parce qu'elle est liée aux services de renseignement américains), est engagée depuis plus de deux ans aux côtés des forces ukrainiennes contre la Russie, avec pour mission de mener des opérations spéciales, notamment de préparer des attaques à l'aide de produits chimiques toxiques.

Il existe des preuves documentées de l'implication de l'Ukraine dans la préparation d'attaques à l'aide d'armes chimiques et biologiques. Cette société militaire américaine n'est pas la seule à opérer secrètement sur le théâtre de la guerre contre la Russie. Sur la base d'une documentation précise, *Military Watch* écrit : « De nombreux faits sont apparus concernant le rôle du personnel militaire des États membres de l'OTAN (y compris les Marines royaux et les commandos SAS britanniques) dans le soutien des opérations de guerre ukrainiennes contre la Russie. Des conseillers militaires, à la fois logisticiens et combattants, et d'autres membres du personnel opèrent depuis 2022 sur le théâtre de guerre avec un certain nombre d'armes complexes nouvellement livrées ».

Cela confirme que les forces armées ukrainiennes ne sont pas seulement armées et entraînées par les États-Unis et l'OTAN, mais que les compagnies militaires et les forces spéciales des États-Unis et de l'OTAN opèrent directement sur le théâtre de guerre dans des rôles de commandement et de gestion d'armements sophistiqués, tels que les missiles à longue portée et les drones, pour l'utilisation desquels des réseaux satellitaires militaires sont nécessaires, ce dont l'Ukraine ne dispose pas.

Parallèlement, les États-Unis déploient des armes nucléaires (bombes et missiles) à portée intermédiaire en Europe, de plus en plus près de la Russie. Même les systèmes de défense antimissile qu'ils déploient en Europe au motif officiel de protéger les populations européennes de la « menace nucléaire russe » sont en fait préparés à une attaque nucléaire. Les deux sites américains *Aegis Ashore* en Pologne et en Roumanie et les destroyers de l'US Navy opérant en mer Baltique et en mer Noire sont équipés de systèmes à lancement vertical MK-41 de Lockheed Martin, qui, comme le fabricant l'indique lui-même, peuvent être utilisés pour n'importe quelle mission de guerre, y compris une attaque nucléaire sur des cibles terrestres.

L'Italie contribue activement à la préparation de la guerre nucléaire. En violation du traité de non-prolifération, elle héberge des armes nucléaires américaines (les nouvelles bombes B61-12), que l'armée de l'air italienne est formée à utiliser, et fabrique des armes nucléaires par l'intermédiaire de Leonardo. Aujourd'hui, l'Italie s'est engagée à construire – avec la France, l'Allemagne et la Pologne – des missiles de croisière à lancement terrestre d'une portée de plus de 500 km, c'est-à-dire une version plus avancée des missiles nucléaires américains à portée intermédiaire déployés à Comiso dans les années 1980, qui ont été éliminés par le traité FNI de 1987, un traité que les États-Unis ont déchiré en 2019.

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 08 septembre 2024

Bref résumé de la revue de presse internationale Grandangolo de vendredi 6 septembre 2024 sur la chaîne TV italienne Byoblu :

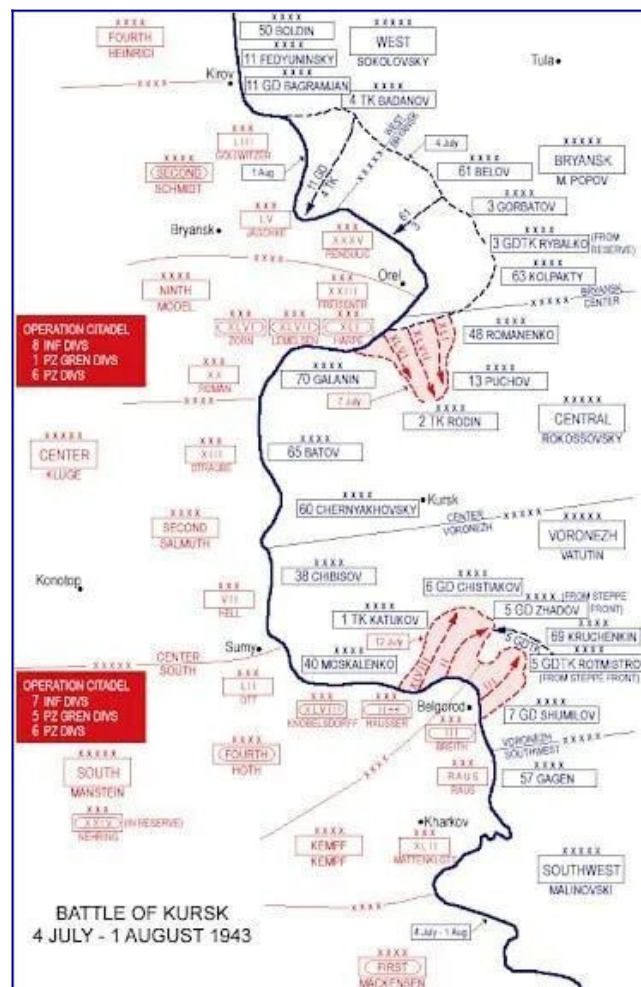
<https://www.byoblu.com/2024/08/23/blindati-italiani-nellincursione-in-russia-mentre-la-leonardo-fabbrica-armi-nucleari-grandangolo-pangea/>

Traduction : Mondialisation.ca

À CEUX QUI ONT OUBLIÉ



... c'est aujourd'hui l'anniversaire de la fin de la bataille de Kursk. Je souligne à nouveau que les chiffres allemands sur les opérations et les pertes sont essentiellement de la fiction, comme la plupart de ce qui est écrit à l'Ouest (c'est-à-dire écrit par les perdants de la Wehrmacht). Donc...



La carte va jusqu'au 1er août, mais la bataille s'est achevée le 23 août avec la conclusion de l'offensive stratégique d'Orlov (opération Kutuzov) et de l'offensive stratégique de Belgorod-Kharkov (opération Ru-

myantsev). Il s'agit d'un résumé de l'Université d'État de Moscou, basé sur des archives réelles de l'Armée rouge et de la Wehrmacht, et non sur des contes de fées de généraux de la Wehrmacht :

« La bataille de Kursk, qui a donné lieu à la plus grande bataille de chars de la Seconde Guerre mondiale, s'est déroulée dans la steppe de l'oblast de Kursk entre le 5 juillet et le 23 août 1943.

Elle a été lancée par les Allemands qui, en retraite après leur défaite spectaculaire lors de la bataille de Stalingrad, ont concentré 50 divisions, deux brigades de chars, trois bataillons de chars et huit divisions d'assaut d'artillerie comprenant 2 700 chars Tigre et Panther, quelque deux mille avions et 900 000 hommes au total.

Les forces soviétiques, composées de l'armée du centre du général K. K. Rokossovskii, de l'armée de Voronej du général N. F. Vatoutine et de l'armée de réserve du front des steppes du général I. S. Konev, comptent 1,3 million de soldats, 3 600 chars et 2 800 avions.

L'offensive allemande, désignée sous le nom de code « Citadelle », comportait deux poussées simultanées contre les saillants nord et sud tenus par les Soviétiques. Les deux ont été repoussées avec succès et, le 12 juillet, les forces soviétiques étaient passées à l'offensive. Le 4 août, la ville d'Orel est libérée et, le 18, l'armée allemande prend des positions défensives à l'est de Briansk. Elle a perdu 30 de ses 50 divisions et jusqu'à 500 000 hommes tués, blessés ou disparus au combat.

Après sa victoire à la bataille de Kursk, l'Armée rouge soviétique libère la majeure partie de l'Ukraine à l'automne 1943 et entre dans Kiev le 6 novembre. Bien que l'historiographie occidentale attribue traditionnellement le début de la chute de l'Allemagne à l'invasion du jour J en Normandie, la défaite écrasante de Kursk constitue un tournant plus probable pour la guerre ».

Il s'agit d'un événement cataclysmique qui a mis fin à la guerre éclair une fois pour toutes. Elle éclipse également toutes les opérations menées par les Alliés par son ampleur, sa portée et sa férocité, étant également le plus grand affrontement de blindés de l'histoire et c'est précisément pour cette raison qu'elle est réécrite en permanence à l'Ouest à des fins de pure propagande. J'en parlerai demain et j'expliquerai pourquoi ils sont si désespérés de réécrire l'histoire. Pour l'instant, le lien vers la description précise des principales raisons par Ira Alksnis (en russe).

En attendant

L'OTAN (appelons-la par son nom) a décidé de jouer au groupe de diversion-recon (DRG) avec l'armée russe à la frontière de l'oblast de Belgorod. Voici comment cela se termine pour eux.

Source : Reminiscence of the Future

Andrei MARTYANOV
Réseau International
24 août 2024

<https://fr.sott.net/article/43908-A-ceux-qui-ont-oublie>